

①

Débat n°8 :

Maitrise des dépenses mutualisées en matière de COG

J Cabanal

Effectivement,
Tout d'abord, évitons les faux débats.

J'apprécie que le syndicat PSTE aura le reconnaître.

Le projet de résolution le rappelle à de nombreux points du texte. La CFDT porte un modèle de société basé sur la solidarité, et qui se doit d'investir massivement, et précisons le **socialement**, -car l'investissement social est de l'investissement- notamment en permettant à chacun d'être accompagné tout au long de son parcours de vie.

Que ce soit en matière de santé, de perte d'autonomie, ou d'accueil au public, la résolution fait clairement le choix d'un financement à la hauteur des enjeux, nous en débattons plus tard pour la perte d'autonomie. et rappelle surtout que **qualité/de vie_et_conditions de travail des salariés ou agents et .../...qualité de service rendu vont de pair.**

C'est vrai pour nos services publics, pour les caisses de sécurités sociales, nos organismes de protection sociale.../... ✱

Et c'est pour cela, que la résolution rappelle que les conventions d'objectifs et de gestion doivent **Avant tout**, être pensées dans une logique de qualité de la prestation sociale et pour répondre aux besoins des usagers. Enfin, J'insiste sur la rédaction initiale du texte qui précise bien **Avant tout**. C'est pourquoi, si je partage beaucoup d'éléments portés par le syndicat PSTE Aura, je trouve quand même un peu, qu'il parle d'autre chose que du texte.

Nous avons écrit
N'aurait pas à réduire.

Et il transforme un vote d'amendement en **crédo**. C'est malin, ☺^{bis} mais tout de même, c'est quand même un peu démocratiquement contestable, n'est-ce pas ? D'autant, qu'il retirerait du texte la notion de maitrise des dépenses mutualisées, ce qui serait regrettable.

Ce Faisant.

Nous avons fait le choix d'un haut niveau de prestation sociale pour la France, nous le faisons avec une conscience aigüe de ce que cela signifie pour nos finances.

et ça nous pousse à
de parler
protection
sociale
Comment dire...

Rappelons-le, ~~la CFDT n'a pas l'habitude de se cacher~~
~~derrière son petit doigt~~. Les ambitions que nous avons en
 matière de protection sociale coutent. Laurent disait hier
 qu'on ne rase pas gratis, disons qu'on ne soigne pas, on ne
 protège pas gratis ! **Il n'y a pas de puits sans fond d'où**
nous pourrions tirer des financements infinis. Ce sont
 nos cotisations, la CSG qui les financent, bref de l'argent
 mutualisé, prélevé sur des principes d'équité, et dans un
 objectif de solidarité et de redistribution.

En permanence, nous devons dès aujourd'hui faire des
 choix : en matière de perte d'autonomie, d'énormes restes à
 charge pèsent sur les foyers, en matière de santé, de
 nombreux renoncements au soin existent.... Les
 problématiques budgétaires et de pouvoir d'achat ne
 touchent pas que les ménages : la sécurité sociale, l'état
 français sont dans des contraintes de finances publiques
 sans précédent.

Et nous devrions être indifférent à la maîtrise des dépenses
 mutualisées ? et retirer cet objectif de notre texte ?

Et bien non, la CFDT a trop de respect des dépenses
 mutualisées pour ne pas s'engager à les maîtriser. C'est
 fondamental pour l'éthique et la transparence de nos
 organismes publics et de sécurité sociale et dont nous
 demandons à nos administrateurs d'être garants, **que**
l'argent dépensé le soit à bon escient : les dépenses
 inutiles n'ont pas lieu d'être financées par nos cotisations.

+
 — S'affranchir des règles de bonne gestion fragilise la sécurité
 sociale, crée des déficits, discrédite la gouvernance et
 menace la protection sociale sur le long terme.

Oui, parmi nos propositions, figurent des choix de
 financement. Nous ne souhaitons pas que les financements
 de la sécurité sociale aillent enrichir les actionnaires de
 certains groupes lucratifs d'éhpad ! et nous l'assumons.
 Nous ne souhaitons pas financer des dépassements
 d'honoraires exorbitants, basés sur la rareté des
 professionnels dans les déserts médicaux !

oui, nous souhaitons questionner les marges sur certains
 médicaments couteux ! oui nous refusons certaines niches

③

fiscales ! oui nous refusons certains avantages familiaux antiredistributifs ! et la CFDT l'assume.

Et dans le fonctionnement même des organismes de protection sociale, les demandes de tant de pages pour bénéficier d'un RSA **sont-elles bien indispensables** ?

Certaines erreurs immobilières ou informatiques à plusieurs millions, dans certaines caisses, est-ce acceptable ? *impacts humains.*

sans pour ce parler MOYENS humains.
Mais la maîtrise des dépenses, ce n'est pas un objectif : c'est un moyen, **une modalité**, une condition du fonctionnement de la socialisation de nos risques. Il ne faut pas le confondre avec **le niveau de la dépense** qui doit être lui, choisi, avec les ambitions d'un haut niveau de prestation, et **qui est lui un objectif politique**.

La CFDT veut soutenir la solidarité, veut renforcer l'accompagnement. Ces objectifs ne sont pas incompatibles avec la maîtrise des dépenses. **En revanche, ce qui est insoutenable**, c'est de mettre une pression excessive sur les organismes de protection sociale **avec des objectifs de REDUCTION** (*et non de maîtrise*) incompatibles avec les objectifs de protection sociale, et bien souvent tournés d'ailleurs tournés vers des réductions de moyens humains.

pour le coup AVANT TOUT
Cela clairement, nous devons le combattre dans les COG.../... L'accident industriel, politique et humain de la réforme des APL, en est le prototype, le syndicat l'a parfaitement illustré.

Je comprends la colère exprimée par les syndicats, par les agents que nous rencontrons régulièrement sur le sujet et qui défendent à juste titre et leurs conditions de travail, et la qualité du service rendu. **La résolution le rappelle d'ailleurs plus tôt**, nous devons nous donner les moyens de l'accompagnement humain et de la qualité de l'emploi.
et vos interventions n'ont fait que renforcer cette conviction.

Et comme le disait E. Maire dans son hommage à Michel Rocard, « la fiabilité des finalités proposées aux citoyens dépend d'abord de la pertinence et de la qualité des moyens employés pour les atteindre et du courage nécessaire pour surmonter les obstacles. La fin est dans les moyens ». Permettez-moi de préciser, dans les moyens humains, dans

*Nous l'avons
entendu.*

③

④

les conditions et l'organisation du travail des agents et salariés, dans la hauteur des financements et dans la qualité des dépenses. Bref **dans la qualité des moyens.**

C'est ce qui permet, ce qui oblige la CFDT à assumer la maîtrise des dépenses mutualisées. **C'est une exigence à la hauteur des responsabilités** auxquelles la CFDT aspire en matière de protection sociale et de services publics

C'est pourquoi je vous demande de rejeter massivement l'amendement.

④